

Art. 5. L'enveloppe en militaires du cadre actif, répartie par sous-catégorie de personnel ou par groupe de sous-catégories de personnel, tel que définie à l'article 2, § 1er, alinéa 3, est répartie par le Roi entre les forces, le service médical et des corps spéciaux, que le Roi peut déterminer, en tenant compte des besoins de l'organisation des forces armées ainsi que du statut des militaires. Il est habilité à ne pas répartir tout ou partie des officiers généraux entre les forces, le service médical et les corps spéciaux et à les classer dans un groupe interforces.

Si les nombres fixés par sous-catégorie de personnel ou groupe de sous-catégories de personnel, tel que définis à l'article 2, § 1er, alinéa 3, ne sont pas atteints, la différence peut bénéficier, par catégorie de personnel, à une sous-catégorie de personnel inférieure ou à un groupe inférieur de sous-catégories de personnel.

Si le nombre fixé de l'enveloppe en personnel du cadre actif, tel que défini à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, n'est pas atteint, la différence peut bénéficier à l'enveloppe en personnel des élèves.

Art. 6. Sont abrogés dans la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs et aux statuts du personnel des forces armées :

1° les articles 1er à 4;

2° l'article 5 modifié par la loi du 28 décembre 1990.

Art. 7. Par mesure transitoire et pour parvenir progressivement et au plus tard au 31 décembre 2002 à une enveloppe de 42 500 militaires, soit la somme des enveloppes visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1^{er}, et l'article 2, § 2, le ministre de la Défense nationale ne peut procéder pour les années 1998 à 2003 au recrutement de militaires que pour autant que les objectifs suivants en militaires dans l'enveloppe du personnel ne soient pas dépassés à la fin de chaque année, qui précède l'année du recrutement :

1° au 31 décembre 1997 : 44 654;

2° au 31 décembre 1998 : 43 988;

3° au 31 décembre 1999 : 43 717;

4° au 31 décembre 2000 : 43 463;

5° au 31 décembre 2001 : 43 043;

6° au 31 décembre 2002 : 42 500.

Art. 8. Le Roi détermine les mesures transitoires nécessaires à l'application du présent arrêté. Pour les catégories, sous-catégories et groupes de sous-catégories de personnel qui présentent des surnombres par rapport aux chiffres définis à l'article 2, § 1er, du présent arrêté, ces mesures doivent conduire à une diminution graduelle d'année en année.

Art. 9. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 24 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Art. 5. De enveloppe van militairen van het actief kader, verdeeld per personeelsondercategorie of per groep van personeelsondercategorieën zoals vastgesteld in artikel 2, § 1, derde lid, wordt door de Koning verder onderverdeeld over de krijgsmachtdelen, de medische dienst en bijzondere korpsen, die de Koning kan bepalen, waarbij rekening gehouden wordt met de behoeften van de organisatie van de krijgsmacht en van het statuut van de militairen. Hij is gemachtigd alle opperofficieren, of een deel onder hen, niet te verdelen over de krijgsmachtdelen, de medische dienst en de bijzondere korpsen en hen te rangschikken in een intermachtengroep.

Indien de vastgestelde aantallen per personeelsondercategorie of groep van personeelsondercategorieën zoals vastgesteld in artikel 2, § 1, derde lid, niet worden bereikt, mag het verschil per personeelsondercategorie ten goede komen aan een lagere personeelsondercategorie of een lagere groep van personeelsondercategorieën.

Indien het vastgestelde aantal van de personeelsenveloppe voor het actief kader zoals vastgesteld in artikel 2, § 1, eerste lid, niet wordt bereikt, mag het verschil ten goede komen aan de personeelsenveloppe van de leerlingen.

Art. 6. Worden opgeheven in de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht :

1° de artikelen 1 tot 4;

2° artikel 5, gewijzigd bij de wet van 28 december 1990.

Art. 7. Bij wijze van overgangsmaatregel en ten einde geleidelijk en ten laatste op 31 december 2002 te komen tot een enveloppe van 42 500 militairen, hetzij de som van de enveloppe bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid en artikel 2, § 2, kan de minister van Landsverdediging voor de jaren 1998 tot 2003 slechts overgaan tot het aanwerven van militairen voor zover aan het einde van elk jaar dat aan het jaar van de werving voorafgaat, de volgende streefcijfers aan militairen binnen de personeelsenveloppe niet overschreden worden :

1° op 31 december 1997 : 44 654;

2° op 31 december 1998 : 43 988;

3° op 31 december 1999 : 43 717;

4° op 31 december 2000 : 43 463;

5° op 31 december 2001 : 43 043;

6° op 31 december 2002 : 42 500.

Art. 8. De Koning bepaalt de overgangsmaatregelen die nodig zijn voor de toepassing van dit besluit. Voor de personeelsondercategorieën, -ondercategorieën en groepen van ondercategorieën die ten opzichte van de aantallen bepaald in artikel 2, § 1, van dit besluit een overtal vertonen, moeten deze maatregelen voorzien in een geleidelijke jaarlijkse daling.

Art. 9. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 24 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

F. 97 — 1683

[S - C - 97/7147]

24 JUILLET 1997. — Arrêté royal relatif à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté trouve son fondement légal dans l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

N. 97 — 1683

[S - C - 97/7147]

24 JULI 1997. — Koninklijk besluit betreffende het in beschikbaarheid stellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht, met toepassing van artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, vindt zijn wettelijke grondslag in artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese economische en monetaire Unie.

L'article 3, § 1^{er}, 1°, précité autorise en effet le Roi à prendre des mesures pour fixer, adapter ou diminuer le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et autres dépenses qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à la charge de l'Etat. L'analyse développée ci-après montrera que le projet d'arrêté concourt à la réalisation de ces objectifs, tout en respectant les principes avancés à l'article 2, § 3, de la loi précitée du 26 juillet 1996. L'impact budgétaire de la mesure envisagée est positif, aussi bien pour 1997 que pour les années suivantes. Les économies s'élèvent en effet à 20 % ou 25 % des traitements des militaires en disponibilité. De plus, durant cette période ces militaires ne sont pas générateurs de frais de fonctionnement. Leur remplacement par de nouveaux engagements ne se fait pas sur la base de cette masse salariale de 20 %, (et même 25 % si les intéressés cumulent), mais proportionnellement à une partie dégressive du temps de travail libéré (20 %).

Le projet d'arrêté qui est soumis à la signature de Votre Majesté permettra de réaliser des économies budgétaires dès 1997. On estime en effet qu'un nombre substantiel de militaires pourront bénéficier de la mise en disponibilité cette année encore.

L'économie attendue pour 1998 sera beaucoup plus importante encore. Des estimations précises ne pourront cependant être effectuées que fin 1997.

La mesure aura un effet budgétaire très favorable si on tient compte du fait que les militaires bénéficiant des salaires les plus hauts (les grades les plus élevés d'officier et de sous-officier qui ont en général atteint le traitement maximum) ne seront que partiellement remplacés par des jeunes volontaires non-gradés (les traitements militaires les plus bas) et non par des officiers et sous-officiers, qui coûtent plus cher en traitement.

Il est donc indéniable que le projet atteindra le but que le législateur a visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 précitée.

L'arrêté projeté a pour but d'accorder une mise en disponibilité à certains militaires de carrière ou de complément qui en font la demande et sont en fin de carrière sans qu'ils aient atteint la limite d'âge.

Cette mesure de dégageant complémentaire doit rendre possible la résorption accélérée de l'excédent de personnel que l'on trouve chez les officiers et les sous-officiers proches de l'âge de la pension, afin de réaliser l'indispensable assainissement de la structure des âges endéans les délais impartis.

Ce projet s'inspire de mesures comparables, en particulier certains régimes de mise en disponibilité ou de congé préalable à la pension qui ont déjà été appliqués au profit de certaines administrations et organismes du secteur public.

La terminologie de "période de disponibilité" qui est habituellement utilisée à la fonction publique a été reprise ici. Dans le cadre de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, le militaire mis en disponibilité est en service actif. Il ne se trouve en effet pas dans la position "en non-activité" telle que définie dans la loi précitée. Etant donné qu'il n'effectue cependant pas de prestations pendant la mise en disponibilité, cette période est assimilée à du congé. Comme il apparaîtra de l'analyse des articles 5, 6 et 7, certaines règles dérogeant à celles qui valent pour le militaire en service actif sont cependant appliquées pendant cette période.

L'application de cette mesure est limitée à une période de 2 ans et trois mois. Après délibération du Conseil des Ministres, ce délai peut être réduit ou prolongé par Votre Majesté, si les objectifs en matière d'effectifs sont atteints ou s'il s'avère que cela est nécessaire pour atteindre les objectifs visés.

Il est à noter qu'en vertu des dispositions du projet d'arrêté royal instaurant pour certains militaires le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours, le régime du départ anticipé à mi-temps et le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière, qui Vous est soumis en même temps que le présent projet, certains militaires pourront également et automatiquement être placés en disponibilité après le 1^{er} janvier 2000.

En principe, cette mesure est accordée sur une base volontaire.

Cependant, si cette mesure ne produit pas les résultats escomptés, elle pourra être rendue obligatoire pour certains officiers (ceux qui ne peuvent ou ne veulent plus participer à l'avancement) à partir du 1^{er} janvier 1998.

Afin de refléter ces conceptions, la structure du projet d'arrêté royal va se composer de trois chapitres. Le chapitre premier concerne l'instauration du régime de mise en disponibilité sur base volontaire, et regroupe les dispositions concernant le domaine d'application, les conditions, la demande, le statut administratif et pécuniaire, les règles

Voormeld artikel 3, § 1, 1°, machtigt inderdaad de Koning om maatregelen te nemen om het bedrag, de voorwaarden en de wijze van toekennen van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven, die geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn vast te stellen, aan te passen of te verlagen. De hierna ontwikkelde analyse zal aantonen dat het ontwerp van besluit bijdraagt tot de verwezenlijking van deze doeleinden, met naleving van de principes gehuldigd door artikel 2, § 3, van voornoemde wet van 26 juli 1996. De beoogde maatregel heeft een gunstige budgettaire weerslag, zowel in 1997 als de volgende jaren. Er wordt namelijk 20 % of 25 % bespaard op de wedden van de militairen die in beschikbaarheid zijn. Bovendien genereren deze militairen tijdens deze periode geen werkingskosten. Hun vervanging door nieuwe aanwervingen gebeurt niet ten belope van die vrijgekomen 20 % loonmassa, (en zelfs 25 % indien betrokkene cumuleren), maar a rato van een degressief deel van de vrijgekomen arbeidstijd (20 %).

Het ontwerp van besluit dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd zal toelaten reeds in 1997 begrotingsbesparingen te realiseren. Men schat inderdaad dat een substantieel aantal militairen nog dit jaar van de indisponibiliteitstelling zullen kunnen genieten.

De voor 1998 verwachte besparing zal nog veel groter zijn. Precieze schattingen zullen echter pas eind 1997 kunnen uitgevoerd worden.

De maatregel zal een zeer gunstig budgettair effect hebben als men rekening houdt met het feit dat de hoogst gesalarieerde militairen (de hoogste graden van officier en onderofficier die veelal de maximumwedde bereikt hebben) slechts gedeeltelijk door jonge niet-gegradeerde vrijwilligers (de laagste militaire wedden) en niet door officieren en onderofficieren vervangen zullen worden, die in wedden meer kosten.

Het staat dus buiten kijf dat het ontwerp het doel zal bereiken dat de wetgever beoogde met artikel 3, § 1, 1° van de voornoemde wet van 26 juli 1996.

Het ontworpen besluit heeft tot doel een in beschikbaarheid stelling toe te kennen aan bepaalde beroeps- en aanvullingsmilitairen die erom verzoeken en op het einde van hun loopbaan zijn zonder dat zij de leeftijdsgrens hebben bereikt.

Deze aanvullende afvloeiingsmaatregel moet het mogelijk maken het personeelsoverschot dat zich situeert bij de officieren en onderofficieren vlakbij de pensioengerechtigde leeftijd sneller aan te zuiveren, teneinde de noodzakelijke sanering van de leeftijdsstructuur binnen de gestelde termijnen te verwezenlijken.

Dit ontwerp laat zich leiden door gelijkaardige maatregelen, in het bijzonder sommige stelsels van in beschikbaarheid stellen of van verlof voorafgaand aan het pensioen die reeds werden toegepast ten voordele van bepaalde besturen en instellingen van de overheidssector.

De terminologie van "periode van beschikbaarheid" die gewoonlijk gebruikt wordt in het openbaar ambt, wordt hier overgenomen. Binnen het kader van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, is de militair die in beschikbaarheid gesteld is in werkelijke dienst. Hij bevindt zich inderdaad niet in de stand "in non-activiteit" zoals die bepaald is in voornoemde wet. Aangezien hij evenwel geen prestaties levert tijdens de in beschikbaarheid stelling, wordt deze periode gelijkgesteld met verlof. Zoals zal blijken uit de analyse der artikelen 5, 6 en 7 worden tijdens deze periode nochtans enkele regelingen toegepast die afwijken van deze die gelden voor de militair in werkelijke dienst.

De toepassing van deze maatregel is beperkt tot een periode van 2 jaar en drie maanden. Deze termijn kan, na beraadslaging in de Ministerraad, door Uwe Majesteit ingekort worden indien de doelstellingen inzake de getalsterkte sneller bereikt worden, of verlengd worden indien dit nodig blijkt om die doelstellingen te verwezenlijken.

Er dient opgemerkt dat krachtens de bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit tot instelling voor sommige militairen van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek, de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap en de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking, dat U samen met onderhavig ontwerp wordt voorgelegd, sommige militairen ook na 1 januari 2000 automatisch in beschikbaarheid zullen gesteld kunnen worden.

De maatregel wordt in principe op vrijwillige basis toegestaan.

Indien deze maatregel niet de verhoopte resultaten oplevert zal ze nochtans vanaf 1 januari 1998 voor sommige officieren (zij die niet meer kunnen of willen deelnemen aan de bevordering) verplicht kunnen gemaakt worden.

Om deze opvatting te weerspiegelen zal de structuur van het ontwerp van koninklijk besluit bestaan uit drie hoofdstukken. Het hoofdstuk I betreft de instelling van het stelsel van de vrijwillige in beschikbaarheid stelling en hergroept de bepalingen omtrent het toepassingsgebied, de voorwaarden, de aanvraag, het administratief en

de cumul et les droits à la pension. Le chapitre II concerne les règles qui seront appliquées au cas où ces mesures de dégage­ment seront rendues obligatoires pour les officiers. Le chapitre III comporte les dispositions finales.

Analyse des articles

L'article 1^{er} définit les militaires visés, en limitant la mesure aux officiers et sous-officiers de carrière ou de complément. Un nombre restreint de volontaires peut également bénéficier de cette mesure, à savoir ceux qui appartiennent au cadre des spécialistes militaires et sont âgés d'au moins 56 ans, pour lesquels la limite d'âge est de 60 ans, alors qu'elle est de 56 ans pour tous les autres. Cela permet le dégage­ment des volontaires les plus âgés. Les militaires qui servent sous le couvert d'engagements ou de rengagements de durée limitée et non pas en vertu d'un statut jusqu'à la limite d'âge sont évidemment exclus de la mesure.

Cet article définit également les conditions auxquelles doivent satisfaire les militaires auxquels ce projet d'arrêté s'applique pour obtenir une mise en disponibilité jusqu'à leur mise à la pension.

Cette mise en disponibilité n'est accordée qu'à leur demande aux militaires qui sont en service actif sans être en mobilité, en utilisation, ou à la disposition de la gendarmerie ou d'un service public, et ne sont pas hors budget au moment où ils introduisent leur demande. Tous ces militaires ne sont actuellement pas compris dans le nombre maximum d'officiers et de sous-officiers des forces armées. Leur dégage­ment ne ferait donc pas diminuer les surnombres tout en alourdissant le budget. La mise en disponibilité d'un militaire qui est placé hors budget aurait donc une répercussion négative sur le budget sauf dans le cas où il peut être remplacé par un autre militaire des forces armées belges.

Les militaires visés doivent se trouver à moins de cinq ans de la date de la mise à la retraite lors de leur mise en disponibilité. Toutefois, ce délai a été ramené à un an au plus de la limite d'âge pour les officiers subalternes.

L'article 2 dispose que le Ministre de la Défense nationale accorde les mises en disponibilité dans les limites qui sont fixées à l'article 16 en fonction des enveloppes du personnel après la restructuration.

Le Roi règle la procédure d'introduction des demandes. Les demandes doivent être introduites au plus tard à la date fixée par le Roi. L'ordre de priorité pour l'octroi de ce dégage­ment volontaire est déterminé, dans les limites du nombre de candidats, sur la base de la date d'envoi de la demande.

La décision ministérielle est portée à la connaissance des intéressés au plus tard deux mois avant la date prévue du début de la mise en disponibilité. Lorsque la demande n'est pas accordée, la décision est motivée.

Il est important de mentionner que la demande est liante et irrévocable.

L'article 3 dispose que la mise en disponibilité prend cours en principe le jour où le demandeur satisfait à toutes les conditions fixées à l'article ter. Il peut cependant demander de reporter, en ce qui le concerne, la date de prise d'effet de maximum 6 mois. Le choix de la date doit être précisé au moment de la demande.

Comme il a été développé dans l'introduction du présent rapport, l'article 4 dispose que les militaires visés se trouvent en service actif durant la mise en disponibilité et en congé.

Selon l'article 5, les militaires mis en disponibilité ne participent plus à l'avancement. Ceci est une suite logique de leur éloignement volontaire du cadre actif des forces armées.

L'article 6 réalise le but principal de l'arrêté projeté en disposant que les militaires mis en disponibilité ne sont plus compris dans l'enveloppe du personnel militaire.

Ces militaires ne peuvent effectuer des prestations de service actif que dans les cas de rappels d'urgence prescrits si les circonstances l'exigent ou en cas de mobilisation et lorsque la période de guerre est décrétée.

Le concept "rappels d'urgence en temps de paix, prescrits si les circonstances l'exigent" est repris des lois sur la milice.

On entend par là que le gouvernement peut faire appel à l'intervention de l'armée, et prescrire au besoin des rappels d'urgence ou décréter la période de guerre, en cas de troubles ou de révolte, pour assurer éventuellement le fonctionnement du service public, lorsque l'existence

pecuniair statut, de cumulregeling en de pensioenrechten. Het hoofdstuk II betreft de regels die zullen toegepast worden ingeval deze afvloeiingsmaatregel verplichtend wordt gesteld voor de officieren. Het hoofdstuk III bevat de slotbepalingen.

Analyse der artikelen

Artikel 1 bepaalt de beoogde militairen, de maatregel beperkend tot de beroeps- of aanvullingsofficieren, en onderofficieren. Ook een beperkt aantal vrijwilligers kan genieten van deze maatregel, met name zij die behoren tot het kader van de militaire specialisten en minstens 56 jaar oud zijn, van wie de leeftijdsgrens 60 jaar bedraagt, terwijl dit voor alle anderen 56 jaar is. Dit moet de afvloeiing mogelijk maken van de oudste vrijwilligers. De militairen die dienen onder een stelsel van dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van bepaalde duur en niet krachtens een statuut tot de leeftijdsgrens zijn uiteraard van de maatregel uitgesloten.

Dit artikel bepaalt tevens de voorwaarden waaraan de militairen, waarop dit ontwerp van besluit toepasselijk is, moeten voldoen om een in beschikbaarheid stelling te bekomen die loopt tot hun oppensioenstelling.

Deze in beschikbaarheid stelling wordt enkel op hun verzoek toegekend aan de militairen die op het ogenblik dat zij hun verzoek indienen in werkelijke dienst zijn zonder dat zij in mobiliteit, in beziging, of ter beschikking gesteld zijn van de rijkswacht, hetzij van een openbare dienst, noch buiten budget geplaatst zijn. Al deze militairen zijn thans niet begrepen in het maximaal aantal officieren of onderofficieren van de krijgsmacht. Hun afvloeiing zou derhalve de overtallen niet doen dalen en bovendien het budget bezwaren. Het in beschikbaarheid stellen van een militair die buiten budget geplaatst is zou derhalve een negatieve weerslag hebben op de begroting behalve wanneer hij kan vervangen worden door een andere militair van de Belgische krijgsmacht.

De beoogde militairen moeten op minder dan vijf jaar van de datum van oppensioenstelling verwijderd zijn op de datum waarop de in beschikbaarheid stelling aanvangt. Voor de lagere officieren wordt die termijn evenwel op ten hoogste één jaar van de leeftijdsgrens gebracht.

Artikel 2 bepaalt dat de Minister van Landsverdediging de in beschikbaarheid stellingen toestaat binnen de perken die in artikel 16 bepaald zijn op basis van de personeelsenvolpoppes na de herstructurering.

De Koning regelt de aanvraagprocedure. De aanvragen moeten worden ingediend voor een datum bepaald door de Koning. De orde van voorrang voor de toekenning van deze vrijwillige afvloeiing wordt binnen de perken van het contingent bepaald door de datum van het verzenden van de aanvraag.

Aan de betrokkene wordt kennis gegeven van de ministeriële beslissing ten laatste twee maanden voor de voorziene aanvangsdatum van deze in beschikbaarheid stelling. Wanneer de aanvraag niet wordt ingewilligd, wordt de beslissing gemotiveerd.

Het is van belang te wijzen op het feit dat de aanvraag bindend is en onherroepelijk.

Artikel 3 bepaalt dat de in beschikbaarheid stelling in principe aanvangt op de dag waarop de aanvrager voldoet aan al de voorwaarden bepaald in artikel 1. Hij kan echter vragen de ingangsdatum met maximum 6 maanden uit te stellen. De keuze van de datum moet op het ogenblik van de aanvraag medegedeeld worden.

Zoals in de inleiding van dit verslag werd uiteengezet, bepaalt artikel 4 dat de bedoelde militairen zich tijdens de in beschikbaarheid stelling in werkelijke dienst bevinden en met verlof.

Volgens artikel 5 nemen de militairen tijdens de in beschikbaarheid stelling niet meer deel aan de bevordering. Dit is een logisch gevolg van hun vrijwillige verwijdering uit het actief kader van de krijgsmacht.

Artikel 6 verwezenlijkt de hoofddoelstelling van het ontworpen besluit door te bepalen dat de militairen die in beschikbaarheid gesteld zijn niet meer begrepen zijn in de personeelsenvolpoppes van militairen.

Deze militairen kunnen enkel werkelijke dienstprestaties vervullen in de gevallen van spoedwederoproepingen die door de omstandigheden zouden vereist zijn of bij mobilisatie en bij afkondiging van de periode van oorlog.

Het begrip "de door de omstandigheden vereiste spoedwederoproepingen in vreedstijd" wordt overgenomen uit de dienstplichtwetgeving.

Hiermede wordt bedoeld dat de regering een beroep kan doen op de tussenkomst van het leger, en desnoods spoedwederoproepingen of de periode van oorlog kan uitvaardigen, in geval van onrust of opstand, om eventueel de werking van de openbare diensten te verzekeren,

du pays est menacée et, de manière plus générale, lorsque l'intérêt du pays exige qu'il soit mis fin par tous les moyens à une situation qui met en péril la société.

L'article 7 fixe le traitement des militaires concernés durant la période de leur mise en disponibilité.

La rémunération proposée correspond à 80 pour cent de la rétribution mensuelle, ainsi que, le cas échéant, de l'allocation de sélectionné qu'ils percevaient lorsqu'ils étaient en service actif. L'allocation de sélectionné est octroyée aux capitaines-commandants qui, bien qu'ayant réussi l'examen de major, n'ont pu être promus à ce grade étant donné le manque d'emplois disponibles.

Afin de garantir l'attractivité nécessaire de la mesure, ce traitement de 80 % est cependant augmenté d'une allocation afin d'atteindre au moins le montant net de la pension qui aurait été obtenue à la limite d'âge, si celui-ci dépasse le traitement net tel que décrit ci-dessus. Il est évident que pour cette comparaison les montants nets de la pension et du traitement sont calculés en tenant compte du précompte professionnel et des retenues sociales qui sont appliqués par l'administration en vertu des législations respectives au moment du paiement mensuel.

Aussi bien dans le cas où 80 % du traitement que quand le montant de la pension est accordé, il est octroyé en plus 80 % du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année.

Toutefois, si les bénéficiaires exercent pendant cette période un emploi en cumul, un traitement réduit à 75 % de la rémunération mensuelle est alloué sans qu'une allocation soit encore octroyée si le montant de la pension est plus élevé.

Pendant la période de disponibilité, le droit à l'indemnité pour frais funéraires reste acquis.

Afin d'éviter des problèmes d'interprétation par l'emploi de la notion "disponibilité" qui a une autre portée dans d'autres législations, l'article 8 dispose explicitement que la période de mise en disponibilité est assimilée à une période de service actif pour l'application de la législation relative à la sécurité sociale et l'impôt sur les revenus. Les retenues normales sur le traitement devront donc être appliquées.

La mesure perdrait toute attractivité si la période de disponibilité n'était pas comptée comme service actif pour le calcul de la pension de retraite ou de survie. L'article 9 réalise cette condition et dispose en outre que cette période est considérée comme temps d'activité dans le grade pour l'application de l'article 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires et que la pension est calculée sur base du traitement que les militaires concernés auraient obtenu s'ils n'avaient pas bénéficié de la mise en disponibilité.

L'article 10, § 1^{er}, autorise l'exercice d'une activité lucrative pendant la mise en disponibilité.

Le § 2 dispose que les bénéficiaires de cette mesure de dégageant qui négligent de demander préalablement une autorisation de cumul et cumulent en percevant donc indûment 80 % de leur traitement (ou leur pension) sont sanctionnés par la non-valorisation de cette période dans le calcul de la pension et le remboursement des sommes perçues indûment.

En vertu du § 3, le militaire ainsi que son employeur sont tenus d'informer le Ministre de la Défense nationale de l'exercice d'une activité lucrative.

L'article 11 met les officiers et sous-officiers qui satisfont aux conditions devant le choix suivant : s'ils désirent exercer une activité lucrative, ils doivent opter pour la mise en disponibilité, étant donné que cette mesure reste également très attractive dans cette situation (voir les articles 7, 9 et 10), si toutefois ils ne veulent pas faire usage de la mesure, ils ne peuvent obtenir aucune autorisation de cumul ni continuer à exercer une activité en cumul précédemment autorisée. Pour ces militaires, une autorisation existante sera retirée à partir du 1^{er} janvier 1998 et non du 1^{er} octobre 1997, afin de leur donner le temps nécessaire pour prendre leurs dispositions et permettre aux forces armées de procéder aux contrôles qui s'imposent. De ce fait, il doit être souligné que l'exercice d'une profession en cumul sans autorisation sera considéré comme un fait grave incompatible avec l'état de militaire qui donnera lieu au lancement d'une procédure pour retrait définitif d'emploi.

wanneer 's lands bestaan in gevaar is en, meer algemeen, wanneer 's lands belang vereist dat, door alle middelen, een einde gesteld wordt aan een toestand die de samenleving bedreigt.

Artikel 7 voorziet in een wedde voor de betrokken militairen gedurende de periode van hun in beschikbaarheid stelling.

Die voorgestelde beloning stemt overeen met 80 procent van de maandelijkse bezoldiging, alsook, desgevallend, van de toelage voor geselecteerde die zij zouden ontvangen indien zij in werkelijke dienst waren. De toelage voor geselecteerde wordt toegekend aan de kapiteins-commandanten die, hoewel zij geslaagd zijn voor het majoorsexamen, niet tot deze graad bevorderd werden bij gebrek aan beschikbare ambten.

Om de nodige attractiviteit van de maatregel te waarborgen wordt deze wedde van 80 % evenwel verhoogd met een toelage teneinde minimaal het bedrag van het netto pensioen te bereiken dat de militair zou ontvangen op de leeftijdsgrens indien dit meer bedraagt dan de netto wedde zoals hierboven beschreven. Het is evident dat voor deze vergelijking de netto bedragen van het pensioen en van de wedde berekend worden rekening houdend met de bedrijfsvoorheffing en de sociale afhoudingen die krachtens de respectievelijke wetgevingen door de administratie worden toegepast op het ogenblik van de maandelijkse uitbetaling.

Zowel in het geval waarin 80 % van de wedde als wanneer het pensioenbedrag wordt toegekend, wordt bovendien 80 % van het vakantiegeld en van de eindejaarstoeelage toegekend.

Indien de begunstigden tijdens deze periode evenwel een cumulettrekking uitoefenen wordt alleen een wedde van 75 % van de maandelijkse bezoldiging toegekend zonder dat nog een toelage wordt verleend indien het pensioenbedrag hoger is.

Tijdens de periode van beschikbaarheid blijft het recht behouden op de vergoeding wegens begrafeniskosten.

Teneinde interpretatieproblemen te vermijden door het gebruik van de term "disponibiliteit" die in sommige wetgevingen een andere draagwijdte heeft, wordt in artikel 8 uitdrukkelijk bepaald dat de periode van in beschikbaarheid stelling gelijkgesteld wordt met werkelijke dienst voor de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid en de inkomstenbelasting. De normale inhoudingen op de wedde zullen derhalve moeten worden toegepast.

De voorgestelde maatregel zou alle attractiviteit verliezen indien de periode van beschikbaarheid niet als werkelijke dienst zou tellen voor de berekening van het rust- of overlevingspensioen. Het artikel 9 komt hieraan tegemoet en bepaalt voorts dat deze periode telt als activiteitsperiode in de graad voor de toepassing van artikel 58 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en dat het pensioen berekend wordt op basis van de wedde die betrokken militairen zouden verkregen hebben indien zij geen in beschikbaarheid stelling hadden gekregen.

Artikel 10, § 1, laat de uitoefening toe van een winstgevende bedrijvigheid tijdens de in beschikbaarheid stelling.

§ 2 bepaalt evenwel dat de genietters van deze afvloeiingsmaatregel die nalaten een voorafgaandelijke cumultoeelating te vragen en die dus cumuleren en ten onrechte 80 % van de wedde (of het pensioenbedrag) ontvangen worden gesanctioneerd met het niet valoriseren van die periode in de pensioenberekening en de terugbetaling van ten onrechte ontvangen sommen.

Krachtens § 3 zijn de militair en zijn werkgever ertoe gehouden de Minister van Landsverdediging in te lichten over de uitoefening van een winstgevende activiteit.

Artikel 11 stelt de officieren en onderofficieren die voldoen aan de voorwaarden voor een duidelijke keuze : wensens zij een winstgevende bedrijvigheid uit te oefenen, dan moeten ze opteren voor de in beschikbaarheid stelling, aangezien die maatregel ook in dit geval nog zeer aantrekkelijk blijft (zie de artikelen 7, 9 en 10). Wanneer zij echter geen gebruik willen maken van de maatregel kunnen zij geen cumultoeelating bekomen noch een eerder toegestane cumulatieveit verder uitoefenen. Voor deze militairen wordt een bestaande toelating ingetrokken vanaf 1 januari 1998 en niet vanaf 1 oktober 1997, teneinde hen de nodige tijd te geven schikkingen te treffen en de krijgsmacht de vereiste controles te laten uitvoeren. Daarbij wordt aangestipt dat het uitoefenen van een cumulettrekking zonder toelating beschouwd zal worden als een ernstig feit dat niet verenigbaar is met de staat van militair dat aanleiding zal geven tot het opstarten van een procedure tot definitieve ambtsontheffing.

Le chapitre II fixe les règles et les conditions pour rendre obligatoire la mise en disponibilité à certains officiers.

L'article 12 autorise Sa Majesté, au cas où les dégagements du fait des diverses mesures n'atteindraient pas l'objectif escompté, à imposer l'application de la mise en disponibilité à partir du 1^{er} janvier 1998.

Etant donné qu'actuellement il y a 5 600 officiers en service actif et que l'enveloppe du personnel ne peut dépasser le nombre de 5 100 officiers à la date du 1^{er} janvier 1999, le dégagement escompté est de 500 officiers au 1^{er} janvier 1999 au plus tard. L'arrêté qui impose la mesure obligatoire fixera les critères pris en considération pour déterminer le nombre de dégagements. Le nombre de "dégagés" comprend aussi bien les officiers qui bénéficient de cette mise en disponibilité, que les équivalents en temps plein libérés suite aux mesures de redistribution du travail (semaine de quatre jours, départ anticipé à mi-temps et interruption de carrière). Les officiers qui seront pensionnés, qui demandent leur démission et les diminutions statistiquement prévisibles (décès et licenciements) en 1998 sont inclus dans ce nombre. Les candidats officiers qui terminent leur formation en 1998 et qui sont admis dans l'effectif des officiers, doivent toutefois être déduits de ce nombre.

Cet article prévoit l'application de la mesure obligatoire aux lieutenants-généraux se trouvant à moins de 3 ans de la limite d'âge. Cette obligation vaut également pour les généraux-majors et les officiers supérieurs à moins de 5 ans et les officiers subalternes à moins d'un an de la limite d'âge, pour autant qu'ils ne participent plus à l'avancement. Il est évident que tant qu'ils participent à l'avancement, les officiers ne peuvent être obligés de quitter les forces armées. D'autre part, ceux qui ne participent plus à l'avancement et sont en surnombre limitent les possibilités d'avancement de plus jeunes officiers et perturbent l'assainissement de la structure des âges.

L'article 13 dispose que l'application de la mise en disponibilité obligatoire prendra cours au maximum trois mois après la publication de l'arrêté royal ou trois mois après que les intéressés se trouvent dans les conditions exigées pour que cette mise en disponibilité leur soit appliquée.

Cependant, afin de ne pas léser le militaire qui a introduit volontairement une demande et a choisi sa date de départ, celle-ci ne sera pas remise en cause par l'introduction de la mise en disponibilité obligatoire.

Cet article dispose également que le fait qu'il leur sera imposé une mise en disponibilité sera notifié aux officiers concernés au moins trois mois à l'avance. Ce délai est indispensable pour préserver les intérêts des officiers intéressés et de l'autorité militaire.

L'article 14 fixe les dispositions du chapitre Ier qui sont applicables au militaire qui est obligatoirement mis en disponibilité.

Article 15. Comme le but de l'arrêté projeté est de créer un instrument permettant d'adapter les cadres des forces armées aux nouvelles structures, la possibilité d'obtenir une mise en disponibilité sur base volontaire est limitée à la période entre le 1^{er} octobre 1997 et le 1^{er} janvier 2000. Afin de pouvoir également dégager à partir de la limite d'âge normale des autres militaires en dessous du rang d'officier un nombre très limité de militaires appartenant au cadre des spécialistes militaires, qui doivent servir jusqu'à l'âge de 60 ans, il s'est avéré nécessaire de rallonger pour ceux-ci ce délai de trois trimestres.

L'article 16 autorise Votre Majesté de rallonger après délibération en Conseil des Ministres, ou de raccourcir ces périodes, si cela s'avère nécessaire à la réalisation de l'objectif.

C'est ainsi que les dégagements seront limités à concurrence des surnombres. Dès que les enveloppes du personnel de 5 000 officiers ou de 15 000 sous-officiers sont atteintes, la mise en disponibilité est arrêtée pour la catégorie concernée après délibération en Conseil des Ministres.

Lors de la rédaction de l'article 9 de l'arrêté, il a été constaté que dans le texte français de certains articles des lois coordonnées sur les pensions militaires, les termes "service effectif" sont employés au lieu de "service actif". Cette rectification fait l'objet de l'article 17.

Le Conseil d'Etat a émis un avis qui se limite au constat laconique qu'en l'absence d'une habilitation explicite mentionnée dans la loi du 26 juillet 1996 précitée, le Roi ne serait pas autorisé à intervenir dans les domaines réservés par la Constitution au législateur, en l'occurrence ici, le statut des militaires.

Het hoofdstuk II legt de regels en de voorwaarden vast voor het opleggen van een in beschikbaarheid stelling aan sommige officieren.

Artikel 12 machtigt Uwe Majesteit om, in het geval de afvloeiingen ingevolge de diverse maatregelen niet het verhoopte resultaat zouden bereiken, het stelsel van de in beschikbaarheid stelling verplicht toepasselijk te maken vanaf 1 januari 1998.

Aangezien er thans 5 600 officieren in werkelijke dienst zijn en de personeelsomvang op 1 januari 1999 het aantal van 5 100 officieren niet mag overschrijden, bedraagt de verhoopte afvloeiing op uiterlijk 1 januari 1999 500 officieren. Het besluit dat de verplichte maatregel oplegt zal de criteria bepalen die in aanmerking worden genomen om het aantal afvloeiingen te bepalen. Het contingent "vertrekkers" behelst zowel de officieren die van deze in beschikbaarheid stelling gebruik maken, als de voltijdse equivalenten vrijgekomen ingevolge de arbeidsherverdelende maatregelen (vierdaagse werkweek, halftijdse vervroegde uitstap en loopbaanonderbreking). Ook de officieren die in 1998 gepensioneerd zullen worden, die het ontslag hebben gevraagd en de statistisch te verwachten verminderingen (sterfgevallen en ontslagen) behoren tot dit contingent. De kandidaat-officieren die in 1998 hun vorming beëindigen en opgenomen worden in het effectief van officieren, moeten evenwel worden afgetrokken van dit contingent.

Dit artikel voorziet in de toepassing van de verplichte maatregel op de luitenant-generaals op minder dan 3 jaar van de leeftijdsgrens. Die verplichting slaat eveneens op de generaal-majors en hoofdofficieren op minder dan 5 jaar en de lagere officieren op minder dan 1 jaar van de leeftijdsgrens, voor zover ze niet moet deelnemen aan de bevordering. Het is evident dat zolang de officieren deelnemen aan de bevordering, zij niet verplicht kunnen worden de krijgsmacht te verlaten. Anderzijds beperken diegenen die niet meer aan de bevordering deelnemen en die in overtal zijn, de promotiekansen van de jongere officieren en verstoren zij de sanering van de leeftijdsstructuur.

Artikel 13 bepaalt dat de toepassing van de verplichte in beschikbaarheid stelling ten laatste zal aanvangen 3 maanden na de publicatie van het koninklijk besluit of 3 maanden nadat de betrokken officieren aan de voorwaarden voldoen om de in beschikbaarheid stelling op hen toe te passen.

Om evenwel de militair niet te benadelen die eerder al vrijwillig een in beschikbaarheid stelling aangevraagd had en een aanvangsdatum gekozen had, zal deze laatste datum niet meer in vraag gesteld worden door de invoering van de verplichte in beschikbaarheid stelling.

Dit artikel bepaalt voorts dat aan betrokkenen minstens drie maanden vooraf kennis zal gegeven worden van het feit dat zij het voorwerp zullen uitmaken van een verplichte in beschikbaarheid stelling. Die termijn is onontbeerlijk om de belangen van zowel de betrokken officieren als van de militaire overheid te vrijwaren.

Artikel 14 bepaalt welke bepalingen van hoofdstuk I toepasselijk zijn op de militair die verplicht in beschikbaarheid gesteld wordt.

Artikel 15. Daar het ontworpen besluit bedoeld is als een werkinstrument om de kaders van de krijgsmacht op korte termijn aan te passen aan de nieuwe structuren, wordt de mogelijkheid om een vrijwillige in beschikbaarheid stelling te bekomen beperkt tot de periode van 1 oktober 1997 tot 1 januari 2000. Opdat ook een zeer beperkt aantal militairen die behoren tot het kader der militaire specialisten en die moeten dienen tot 60 jaar, te laten afvloeien vanaf de normale leeftijdsgrens voor de andere militairen beneden de rang van officier, is het nodig gebleken die termijn voor hen te verlengen met drie trimesters.

Artikel 16 machtigt Uwe Majesteit deze termijnen te verlengen na beraadslaging in de Ministerraad, of te verkorten indien dit nodig blijkt om de doelstellingen te verwezenlijken.

Zo zullen de afvloeiingen beperkt worden ten belope van de overtallen. Van zodra de personeelsomvang van 5 000 officieren of 15 000 onderofficieren bereikt zijn, wordt voor de betrokken categorie de in beschikbaarheid stelling stilgelegd na beraadslaging in de Ministerraad.

Bij de redactie van artikel 9 van het besluit, werd vastgesteld dat in de Franse tekst van een aantal artikelen van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen ten onrechte de term "service effectif" gebruikt wordt in plaats van "service actif". Deze rechtzetting maakt het voorwerp uit van artikel 17.

De Raad van State heeft een advies uitgebracht dat zich beperkt tot de laconieke vaststelling dat in afwezigheid van een uitdrukkelijke machtiging, vermeld in de voornoemde wet van 26 juli 1996, het de Koning niet toegelaten zou zijn tussen te komen in de domeinen die door de Grondwet voorbehouden zijn aan de wetgever, in dit geval, het statuut van de militairen.

Une interprétation aussi restrictive de la loi du 26 juillet 1996 précitée ne peut emporter l'assentiment du Gouvernement. En effet, la position du Conseil d'Etat est en contradiction avec sa propre pratique et avec la doctrine.

Ainsi, le professeur F. Delpérée relève que les pouvoirs réservés au législateur par la Constitution peuvent être exercés par le Roi en vertu d'une habilitation du législateur, s'ils sont confirmés par celui-ci. Ceci sera le cas en l'occurrence, puisque l'article 6, § 2, alinéa 3, de la loi d'habilitation du 26 juillet 1996 précitée dispose que le projet d'arrêté soumis à la signature de Votre Majesté cessera d'être en vigueur s'il n'est pas confirmé par le législateur avant le 31 décembre 1997.

Dans l'avis que le Conseil d'Etat a émis, le 3 juin 1996, à propos de la loi d'habilitation précitée, il estime certes que le législateur : "ne peut permettre au Roi de régler des questions que la Constitution réserve au législateur", mais il précise immédiatement que : "Néanmoins, le Conseil d'Etat a déjà admis à plusieurs reprises, que le Roi puisse exercer la fonction législative dans le domaine des matières réservées pour autant que les normes établies dans de telles conditions soient examinées par le pouvoir législatif qui ensuite pourra les confirmer". Et il se réfère à cet égard à ses avis antérieurs, notamment à ceux émis les 31 décembre 1985 et 3 janvier 1986.

De plus, il faut souligner que le législateur, lorsqu'il a conféré certains pouvoirs à Votre Majesté, dans la loi du 26 juillet 1996 précitée, a explicitement refusé (contrairement à l'avis du Conseil d'Etat) de préciser les matières dans lesquelles ces pouvoirs pourront être exercés et l'objet exact des règles que le Roi est habilité à édicter, alors que le Conseil d'Etat l'y avait invité. Rien ne permet donc d'affirmer que le législateur aurait eu l'intention d'exclure les militaires du champ d'application de la loi du 26 juillet 1996, alors que cette "procédure d'exclusion" est explicitement reconnue par le Conseil d'Etat lui-même dans ses avis précités, rendus les 31 décembre 1985 et 3 janvier 1986 : "Il peut parfois être utile de recourir à des indications de caractère négatif, en mentionnant des matières ou des parties de matières que le législateur entend exclure de l'attribution des pouvoirs spéciaux".

En l'occurrence, le projet d'arrêté soumis à la signature de Votre Majesté respecte les exclusions prévues par la loi du 26 juillet 1996.

Force est donc de reconnaître que le législateur n'a en rien exclu, dans la loi d'habilitation du 26 juillet 1996, et plus particulièrement en son article 3, la possibilité pour Votre Majesté d'intervenir dans les matières réservées par la Constitution au législateur et en particulier dans les domaines visés par l'article 182 de la Constitution.

L'attention de Votre Majesté est attirée, en outre, sur le caractère temporaire de la mise en disponibilité qui n'entraîne aucune modification structurelle du statut des militaires.

De la sorte, aucune règle appartenant au domaine que la Constitution réserve au législateur ne sera modifiée de manière durable par le projet d'arrêté puisque celui-ci ne vise que des mesures temporaires qui entraîneront un impact budgétaire indiscutable dès 1997.

Le projet satisfait donc aux conditions visées par l'article 105 de la Constitution.

De ce fait, le Gouvernement a estimé que le projet répond exactement aux critères visés à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 26 juillet 1997 précitée. C'est pourquoi, il a estimé pouvoir soumettre le projet à la signature de Votre Majesté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Een dermate strikte interpretatie van de voornoemde wet van 26 juli 1996 kan de instemming van de Regering niet wegdragen. Het standpunt van de Raad van State is inderdaad in tegenspraak met zijn eigen praktijk en met de doctrine.

Aldus werpt professor F. Delpérée op dat de door de Grondwet aan de wetgever voorbehouden machten door de Koning kunnen uitgeoefend worden krachtens een machtiging van de wetgever, indien ze door hem worden bekrachtigd. Dit zal hier het geval zijn, vermits artikel 6, § 2, derde lid van de voornoemde machtigingswet van 26 juli 1996 bepaalt dat het ontwerp van besluit dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd zal ophouden in werking te zijn indien het niet bekrachtigd wordt door de wetgever voor 31 december 1997.

In het advies dat de Raad van State op 3 juni 1996 heeft uitgebracht betreffende de voornoemde machtigingswet, oordeelt hij wel dat de wetgever : "de Koning niet kan toestaan aangelegenheden te regelen die volgens de Grondwet uitsluitend tot de bevoegdheid van de wetgever behoren", maar hij preciseert onmiddellijk dat "Niettemin heeft de Raad van State reeds meermaals aanvaard dat de Koning wetgevende bevoegdheid kan uitoefenen in aangelegenheden waarvoor alleen de wetgever bevoegd is, voor zover de in zulke omstandigheden vastgestelde normen door de wetgevende macht onderzocht en vervolgens bekrachtigd worden". En hij verwijst wat dit betreft naar eerdere adviezen, inzonderheid naar die, die op 31 december 1985 en 3 januari 1986 uitgebracht zijn.

Bovendien moet benadrukt worden dat de wetgever, toen hij bepaalde machten toevertrouwt heeft aan Uwe Majesteit in de voornoemde wet van 26 juli 1996, (in tegenstelling tot het advies van de Raad van State) uitdrukkelijk geweigerd heeft de domeinen te preciseren waarin deze bevoegdheden kunnen uitgeoefend worden, en het precieze voorwerp van de regels die de Koning gemachtigd is uit te vaardigen, terwijl de Raad van State hem hiertoe uitgenodigd had. Niets laat dus toe te bevestigen dat de wetgever de bedoeling zou gehad hebben de militairen uit het toepassingsgebied van de wet van 26 juli 1996 te weren, terwijl deze "uitsluitingsprocedure" expliciet erkend wordt door de Raad van State zelf in zijn voornoemde adviezen, uitgebracht op 31 december 1985 en 3 januari 1986 : "Te dien einde kan het soms nuttig zijn met negatieve aanwijzingen te werken en met name de aangelegenheden of gedeelten van aangelegenheden aan te geven die de wetgever buiten de bijzondere machten wenst te houden".

Aldus eerbiedigt het ontwerp van besluit dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd de uitsluitingen voorzien door de wet van 26 juli 1996.

Men moet dus erkennen dat de wetgever in de machtigingswet van 26 juli 1996 en meer bepaald in het artikel 3 geenszins de mogelijkheid uitgesloten heeft dat Uwe Majesteit zou tussenkomen in de door de Grondwet aan de wetgever voorbehouden domeinen en in het bijzonder in de domeinen bedoeld in het artikel 182 van de Grondwet.

De aandacht van Uwe Majesteit wordt bovendien gevestigd op het tijdelijke karakter van de indisponibiliteitsstelling die geen enkele structurele wijziging met zich meebrengt van het statuut van de militairen.

Op deze wijze wordt geen enkele regel gewijzigd die behoort tot het domein dat de Grondwet voorbehoudt aan de wetgever : het ontwerp van besluit behelst immers slechts tijdelijke maatregelen die een gevolg hebben voor de begroting vanaf 1997.

Het ontwerp beantwoordt dus aan de voorwaarden bedoeld door artikel 105 van de Grondwet.

Hierdoor heeft de Regering geoordeeld dat het ontwerp precies beantwoordt aan de criteria bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o, van de voornoemde wet van 26 juli 1997. Daarom heeft zij geoordeeld het ontwerp aan Uwe Majesteit ter ondertekening te kunnen voorleggen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 mai 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur :

1° un projet d'arrêté royal "relatif à l'enveloppe en personnel militaire, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", demande complétée par lettre parvenue au Conseil d'Etat le 9 juin 1997 (L. 26.465);

2° un projet d'arrêté royal "instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne" (L. 26.469);

3° un projet d'arrêté royal "relatif à la procédure de mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne" (L. 26.470),

a donné le 30 juin 1997 l'avis suivant :

Les projets à l'examen se donnent respectivement pour objet :

1. le premier, de fixer "l'enveloppe en personnel du cadre actif" de l'armée, ainsi que celle relative aux élèves, en temps de paix et en dehors de la période de guerre, et de régler leur répartition entre les catégories de personnel et entre les forces, le service médical et les corps spéciaux (L. 26.465/9);

2. le deuxième, d'instaurer des régimes particuliers de travail et de carrière pour certains militaires, à savoir celui de la semaine de quatre jours, avec traitement réduit, celui du travail à mi-temps durant les cinq dernières années de service, également avec traitement réduit, et celui du retrait temporaire d'emploi pour une durée maximum de cinq ans, éventuellement prolongée de quatre ans pour convenances personnelles (L. 26.469/9);

3. le troisième, d'organiser un régime de mise en disponibilité, tantôt volontaire tantôt obligatoire, de certains militaires en fin de carrière (L. 26.470/9).

Les dispositions envisagées, qui ont trait aux recrutements, aux droits et obligations des militaires, ne peuvent, suivant l'article 182 de la Constitution, être l'oeuvre que de la loi (1).

L'auteur des projets entend se fonder sur la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, qui permet au Roi de prendre diverses mesures pour lesquelles Il est, aux termes de l'article 3, § 2, de cette loi, autorisé à abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur et donc d'exercer des pouvoirs spéciaux de nature législative.

Comme il appert de leur intitulé, de leur préambule, des exposés des motifs et des explications fournies par l'officier délégué, est spécialement invoqué, à cet effet, l'article 3, § 1^{er}, 1°, de ladite loi.

Aux termes de cette disposition :

« Le Roi peut prendre des mesures pour :

1° fixer, adapter ou diminuer le montant, les conditions et les modalités d'octroi des... indemnités, allocations et autres dépenses qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à la charge de l'Etat. » .

Une telle disposition, formulée de manière tout à fait générale, ne peut s'interpréter comme habilitant le Roi à exercer des compétences de nature législative en toutes matières; lorsqu'il s'agit de matières que la Constitution réserve à la loi, une telle habilitation doit être expresse. En d'autres termes, pour que le Roi puisse exercer l'un de ces pouvoirs réservés, en l'occurrence régler le recrutement, les droits et obligations des militaires, il eût fallu que la loi L'y habilitât expressément (1).

(1) En outre, la fixation annuelle du contingent appartient à la Chambre des représentants, en vertu de l'article 183 de la Constitution.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 mei 1997 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de personeels-enveloppe van militairen, met toepassing van artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", vraag aangevuld bij brief bij de Raad van State. binnengekomen op 8 november 1996 (L. 26.465);

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de Halftijdse vervoegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking, met toepassing van artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie" (L. 26.469);

3° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het in beschikbaarheid stellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht, met toepassing van artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie" (L. 26.470),

heeft op 30 juni 1997 het volgende advies gegeven :

De voorliggende ontwerpen hebben respectievelijk tot doel :

1. het eerste, "de (...) personeels-enveloppe (...) voor het actief kader" van de krijgsmacht en de enveloppe voor de leerlingen, in vredetijd en buiten periode van oorlog, vast te stellen en de verdeling ervan over de personeelscategorieën en de krijgsmachtdelen, de medische dienst en de bijzondere korpsen te regelen (L. 26.465/9);

2. het tweede, om voor sommige militairen bijzondere arbeids- en loopbaanregelingen in te voeren, nl. de vierdagenweek, met loonverlies, halftijds werken gedurende de laatste vijf dienstjaren, eveneens met loonverlies, en tijdelijke ambtsontheffing gedurende maximum vijf jaar, die eventueel met vier jaar kan worden verlengd wegens persoonlijke aangelegenheden (L. 26.469/9);

3. het derde, om een regeling tot stand te brengen met betrekking tot de vrijwillige of verplichte indisponibiliteitstelling van sommige militairen aan het einde van hun loopbaan (L. 26.470/9).

De voorgenomen bepalingen, die betrekking hebben op de aanwerving en de rechten en plichten van de militairen, mogen volgens artikel 182 van de Grondwet alleen bij wet worden vastgesteld (1).

De steller van de ontwerpen wil zich baseren op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, waarin de Koning toegestaan wordt verschillende maatregelen te nemen waarbij Hij, luidens artikel 3, § 2, van deze wet, gemachtigd wordt om de van kracht zijnde wettelijke bepalingen op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen en dus om bijzondere wetgevende machten uit te oefenen.

Zoals blijkt uit het opschrift, de aanhef, en de memorie van toelichting van de ontwerpen en uit de uitleg van de gemachtigde officier, beroept de steller zich daartoe in het bijzonder op artikel 3, § 1, 1°, van de genoemde wet;

Luidens die bepaling :

« (Kan) de Koning (...) maatregelen nemen om :

1° het bedrag, de voorwaarden en de wijze van toekennen van de..., vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen, aan te passen of te verlagen die geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn. » .

Zulk een bepaling, die in zeer algemene zin is gesteld, mag niet worden geïnterpreteerd alsof zij de Koning machtigt om wetgevende bevoegdheden uit te oefenen in alle aangelegenheden; wanneer het gaat om aangelegenheden die door de Grondwet uitsluitend in handen van de wetgever worden gelegd, moet zulk een machtiging uitdrukkelijk geschieden. Met andere woorden, om één van die uitsluitend aan de wetgever toegewezen bevoegdheden te kunnen uitoefenen, in het onderhavige geval de regeling van de aanwerving van de militairen en

(1) De jaarlijkse vaststelling van het contingent komt bovendien, krachtens artikel 183 van de Grondwet, toe aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

En l'absence de pareille habilitation expresse, les projets soumis à l'avis du Conseil d'Etat sont dépourvus de toute base légale.

La chambre était composée de :

MM. :

C.-L. Closset, président de chambre;
C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;
P. Gothot et J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;
Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. Vandernacht, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme F. Carlier et exposée par M. P. Brouwers, référendaires adjoints.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,
M. Proost.

Le président,
C.-L. Closset.

24 JUILLET 1997. — Arrêté royal relatif à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923, notamment les articles 2, 3, 4, 5, 6, 55, 70, 71, 72, 73 et 77;

Vu la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment l'article 12;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, notamment l'article 15;

Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, notamment l'article 9;

Vu la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, notamment les articles 18, modifié par la loi du 22 décembre 1989, et 19;

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 3;

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o;

Vu le protocole du comité de négociation, clôturé le 23 avril 1997;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 5 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 22 mai 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre des Pensions, donné le 15 mai 1997;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 16 mai 1997 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 30 juin 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

van hun rechten en plichten, had de Koning daartoe uitdrukkelijk bij wet gemachtigd moeten worden (1).

Aangezien er geen uitdrukkelijke machtiging is, hebben de ontwerpen die ter fine van advies aan de Raad van State zijn voorgelegd, geen enkele rechtsgrond.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

C.-L. Closset, kamervoorzitter;
C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;
P. Gothot en J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. Vandernacht, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. F. Carlier en toegelicht door de heer P. Brouwers, adjunctreferendarissen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,
M. Proost.

De voorzitter,
C.-L. Closset.

24 JULI 1997. — Koninklijk besluit betreffende het in beschikbaarheid stellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht, met toepassing van artikel 3, § 1, 1^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese economische en monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen gecoördineerd op 11 augustus 1923, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 55, 70, 71, 72, 73 en 77;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 18, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, en 19;

Gelet op de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité, afgesloten op 23 april 1997;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 5 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 22 mei 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Pensioenen, gegeven op 15 mei 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad op 16 mei 1997 over de vraag van advies binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Nos Ministres des Pensions et de la Défense nationale et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *De la mise en disponibilité volontaire*

Article 1^{er}. Le militaire de carrière ou de complément peut obtenir une mise en disponibilité volontaire jusqu'à sa mise à la pension, à condition :

1° d'introduire une demande à cet effet;

2° d'être en service actif au moment où il introduit sa demande, sans être en mobilité ou utilisé et sans être à la disposition soit de la gendarmerie, soit d'un service public, et sans occuper une fonction dont la rémunération n'est pas supportée par le budget du ministère de la Défense nationale;

3° d'être, à la date à laquelle la mise en disponibilité prend cours,

a) à cinq ans au plus de la date normale de la mise à la retraite, pour les officiers généraux et supérieurs et pour les sous-officiers;

b) à un an au plus de la date normale de la mise à la retraite, pour les officiers subalternes;

c) âgé d'au moins 56 ans, pour les volontaires.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, le militaire qui occupe une fonction dont la rémunération n'est pas supportée par le budget du ministère de la Défense nationale, peut obtenir une mise en disponibilité pour autant que cela n'ait pas de répercussion négative sur le budget du ministère de la Défense nationale.

Art. 2. La mise en disponibilité est accordée par le ministre de la Défense nationale au militaire visé à l'article 1^{er}, qui satisfait aux conditions qui y sont fixées, dans l'ordre de l'introduction des demandes et dans les limites déterminées à l'article 16. Toute demande introduite est irrévocable.

La décision ministérielle est notifiée au militaire qui a demandé une mise en disponibilité au plus tard deux mois après la date de l'introduction de la demande de mise en disponibilité.

Art. 3. La mise en disponibilité prend cours au plus tôt le jour où le demandeur répond à toutes les conditions fixées à l'article 1^{er}.

Au moment de l'introduction de la demande, le militaire peut demander de reporter la date de début fixée à l'alinéa 1^{er} de six mois au maximum dans les cas fixés par le Roi.

Le Roi détermine la procédure de demande et d'octroi de la mise en disponibilité.

Art. 4. Pendant la mise en disponibilité, le militaire est en service actif et la période d'absence est assimilée à du congé.

Art. 5. Pendant la mise en disponibilité, le militaire ne participe plus à l'avancement.

Art. 6. Le militaire mis en disponibilité n'est pas compris :

1° dans l'enveloppe du personnel d'officiers en service actif des forces armées sur pied de paix;

2° dans l'enveloppe du personnel de sous-officiers en service actif des forces armées sur pied de paix;

3° dans l'enveloppe du personnel de volontaires en service actif des forces armées sur pied de paix.

Il ne peut plus exercer son emploi au sein des forces armées, sauf :

1° en cas de rappel d'urgence en temps de paix, prescrit si les circonstances l'exigent et dont le gouvernement informe aussitôt les Chambres;

2° lorsque la période de guerre est décrétée;

3° en cas de mobilisation.

Op de voordracht van Onze Ministers van Pensioenen en van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De vrijwillige in beschikbaarheid stelling*

Artikel 1. De beroeps- of aanvullingsmilitair kan een vrijwillige in beschikbaarheid stelling bekomen die loopt tot zijn oppensioenstelling, op voorwaarde dat hij :

1° een aanvraag daartoe indient;

2° in werkelijke dienst is op het ogenblik dat hij zijn aanvraag indient, zonder in mobiliteit of gebezigd te zijn en zonder ter beschikking gesteld te zijn hetzij van de rijkswacht, hetzij van een openbare dienst, en zonder een functie te bekleden waarvan de bezoldiging niet gedragen wordt door de begroting van het ministerie van Landsverdediging;

3° op de datum waarop de in beschikbaarheid stelling aanvangt,

a) nog ten hoogste vijf jaar van de normale datum van oppensioenstelling verwijderd is, voor de opper- en hoofdofficieren en voor de onderofficieren;

b) nog ten hoogste een jaar van de normale datum van oppensioenstelling verwijderd is, voor de lagere officieren;

c) minstens 56 jaar oud is, voor de vrijwilligers

In afwijking van het eerste lid, 2°, kan de militair die een functie bekleedt waarvan de bezoldiging niet gedragen wordt door de begroting van het ministerie van Landsverdediging, een in beschikbaarheid stelling bekomen voor zover dit geen negatieve weerslag heeft op de begroting van het ministerie van Landsverdediging.

Art. 2. De in beschikbaarheid stelling wordt door de minister van Landsverdediging toegestaan aan de militair bedoeld in artikel 1 die voldoet aan de voorwaarden die erin bepaald zijn, in de volgorde van het indienen van de aanvragen en binnen de perken bepaald in artikel 16. Iedere ingediende aanvraag is onherroepelijk.

Aan de militair die een in beschikbaarheid stelling heeft aangevraagd, wordt kennis gegeven van de ministeriële beslissing ten laatste twee maanden na de datum van indienen van de aanvraag tot in beschikbaarheid stelling.

Art. 3. De in beschikbaarheid stelling vangt ten vroegste aan op de dag waarop de aanvrager aan al de voorwaarden zoals bepaald in artikel 1 voldoet.

Bij het indienen van zijn aanvraag kan de militair vragen de aanvangsdatum zoals bepaald in het eerste lid met maximum zes maanden uit te stellen in de gevallen door de Koning bepaald.

De Koning bepaalt de aanvraag- en toekenningsprocedure.

Art. 4. Tijdens de in beschikbaarheid stelling is de militair in werkelijke dienst en de periode van afwezigheid wordt gelijkgesteld met verlof.

Art. 5. Tijdens de in beschikbaarheid stelling neemt de militair niet meer deel aan de bevordering.

Art. 6. De militair die in beschikbaarheid gesteld is, is niet begrepen :

1° in de personeelsenvolpe van de officieren in werkelijke dienst van de krijgsmacht op vredesvoet;

2° in de personeelsenvolpe van de onderofficieren in werkelijke dienst van de krijgsmacht op vredesvoet;

3° in de personeelsenvolpe van de vrijwilligers in werkelijke dienst van de krijgsmacht op vredesvoet.

Hij mag zijn ambt niet meer uitoefenen binnen de krijgsmacht, behalve in geval :

1° van de door de omstandigheden vereiste spoedwederoproeping in vredesstijd, welke de regering onmiddellijk ter kennis van de Kamers moet brengen;

2° van afkondiging van de periode van oorlog;

3° van mobilisatie.

Art. 7. § 1^{er}. Il est octroyé au militaire en disponibilité un traitement correspondant à quatre-vingts pour cent de la rétribution qu'il percevrait s'il n'était pas mis en disponibilité. Par rétribution au sens du présent arrêté, il faut entendre :

1° le traitement, en ce inclus les augmentations intercalaires, les augmentations dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation et les révisions des échelles de traitement;

2° l'allocation de sélectionné.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, pendant la mise en disponibilité, il est accordé au militaire concerné un traitement fixé conformément au § 1^{er} augmenté d'une allocation dont le montant net est égal à la différence entre le montant net de la pension de retraite militaire, calculée sur la base du nombre d'années de service, de l'ancienneté dans le dernier grade et du traitement calculés au moment de la limite d'âge, et du montant net du traitement fixé au § 1^{er}, si le montant net de cette pension est supérieur au montant net du traitement fixé au § 1^{er}.

§ 3. Le traitement visé aux § 1^{er} et § 2 est complété de quatre-vingts pour cent des allocations suivantes :

1° le pécule de vacances;

2° l'allocation de fin d'année.

§ 4. Par dérogation aux § 1^{er} et § 2, pendant la mise en disponibilité, il est octroyé au militaire qui exerce une activité professionnelle visée à l'article 2, 1°, de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, un traitement correspondant à septante-cinq pour cent de la rémunération fixée au § 1^{er}, 1° et 2° et au § 3, 1° et 2°.

§ 5. Le militaire en disponibilité conserve le droit à l'indemnité pour frais funéraires fixée par l'arrêté royal du 16 décembre 1969 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains militaires.

Pour l'application de l'article 2 de l'arrêté précité, est pris en compte le traitement que le militaire concerné aurait perçu s'il n'avait pas été mis en disponibilité.

Art. 8. Pour l'application de la législation sur la sécurité sociale et l'impôt sur les revenus, le temps passé en disponibilité est une période de service actif.

Art. 9. Pour le calcul de la pension de retraite ou de la pension de survie, la période passée en disponibilité est une période de service actif et compte comme temps d'activité dans le grade pour l'application de l'article 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

La pension de retraite ou de survie est calculée sur la base du traitement que le militaire concerné aurait perçu s'il n'avait pas été mis en disponibilité.

Art. 10. § 1^{er}. Pendant la période de disponibilité le militaire peut exercer une activité professionnelle visée à l'article 7, § 4, moyennant l'autorisation préalable du ministre de la Défense nationale suivant la procédure de demande définie par le Roi.

§ 2. Si pendant la mise en disponibilité le militaire exerce une activité professionnelle sans autorisation préalable du ministre de la Défense nationale,

1° la période à compter à partir du début de la mise en disponibilité n'est pas prise en compte pour le calcul de la pension;

2° le remboursement de la différence entre le traitement perçu en vertu de l'article 7, § 1^{er} ou § 2, pendant la période visée au 1° et celui qui aurait dû être octroyé en vertu de l'article 7, § 4, est exigé.

La période visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sera arrondie vers le haut en mois entiers.

§ 3. Le militaire qui exerce une activité professionnelle pendant la période de mise en disponibilité est tenu d'informer son employeur par lettre recommandée de sa situation de mise en disponibilité, dans les trente jours qui suivent le début de cette activité.

L'employeur qui l'occupe est tenu d'envoyer une déclaration de l'exercice de l'activité professionnelle au ministre de la Défense nationale au plus tard le trentième jour qui suit la date de l'expédition de la lettre visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. § 1. Aan de militair in beschikbaarheid wordt een wedde toegekend die overeenstemt met tachtig procent van de bezoldiging die hij zou ontvangen indien hij niet in beschikbaarheid zou gesteld zijn. Onder bezoldiging in de zin van dit besluit wordt verstaan :

1° de wedde, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen, de verhogingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen en de herzieningen van de weddeschalen;

2° de toelage voor geselecteerde.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt, gedurende de in beschikbaarheid stelling aan de betrokken militair een wedde toegekend zoals bepaald in § 1 verhoogd met een toelage waarvan het netto bedrag gelijk is aan het verschil tussen het netto bedrag van het militair rustpensioen, berekend op basis van het aantal dienstjaren, de anciënniteit in de laatste graad en de wedde berekend op het ogenblik van het bereiken van de leeftijdsgrens, en het netto bedrag van de wedde zoals bepaald in § 1, wanneer het netto bedrag van dit pensioen meer bedraagt dan het netto bedrag van de wedde zoals bepaald in § 1.

§ 3. De wedde bepaald in de § 1 en § 2 wordt verhoogd met tachtig procent van de volgende toelagen :

1° het vakantiegeld;

2° de eindejaarstoelage.

§ 4. In afwijking van § 1 en § 2 wordt aan de militair die gedurende de in beschikbaarheid stelling een beroepsactiviteit uitoefent, zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen, een wedde toegekend die overeenstemt met vijftien procent van de bezoldiging bedoeld in § 1, 1° en 2° en in § 3, 1° en 2°.

§ 5. De militair in beschikbaarheid behoudt het recht op de vergoeding wegens begrafeniskosten zoals bepaald in het koninklijk besluit van 16 december 1969 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige militairen.

Voor toepassing van het artikel 2 van het voormeld besluit, wordt de wedde in aanmerking genomen die betrokken militair zou gekregen hebben indien hij niet in beschikbaarheid was gesteld.

Art. 8. De tijd van de in beschikbaarheid stelling is voor de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid en de inkomstenbelasting een periode van werkelijke dienst.

Art. 9. De periode van de beschikbaarheid is, voor de berekening van het rust- of overlevingspensioen, een periode van werkelijke dienst en telt als activiteitsperiode in de graad voor de toepassing van artikel 58 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

Het rust- of overlevingspensioen wordt berekend op basis van de wedde die de betrokken militair zou gekregen hebben indien hij niet in beschikbaarheid was gesteld.

Art. 10. § 1. De militair mag gedurende de periode van beschikbaarheid een beroepsactiviteit zoals bedoeld in artikel 7, § 4, uitoefenen, mits voorafgaande toelating van de minister van Landsverdediging volgens de aanvraagprocedure die de Koning bepaalt.

§ 2. Indien de militair tijdens de in beschikbaarheid stelling een beroepsactiviteit uitoefent zonder voorafgaande toelating van de minister van Landsverdediging,

1° wordt de periode te rekenen vanaf het begin van de in beschikbaarheid stelling niet in aanmerking genomen voor de pensioenberekening;

2° wordt de terugbetaling gevorderd van het verschil tussen de wedde, die gedurende de in 1° bepaalde periode, ontvangen werd overeenkomstig artikel 7, § 1 of § 2, en deze die overeenkomstig artikel 7, § 4 had moeten toegekend worden.

De periode bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, zal naar boven toe afgerond worden in gehele maanden.

§ 3. De militair die gedurende de periode van in beschikbaarheid stelling een beroepsactiviteit uitoefent moet binnen de dertig dagen na de aanvang van deze activiteit zijn werkgever per aangetekend schrijven in kennis stellen van zijn toestand van in beschikbaarheid stelling.

De werkgever die hem tewerkstelt is ertoe gehouden, uiterlijk de dertigste dag volgend op de datum van verzending van het in het eerste lid bedoelde schrijven, een verklaring inzake de uitoefening van deze beroepsactiviteit te zenden naar de minister van Landsverdediging.

Le ministre de la Défense nationale définit les formulaires qui doivent être employés pour les déclarations visées aux alinéas 1^{er} et 2.

A défaut de la déclaration visée à l'alinéa 2 introduite par l'employeur dans le délai fixé, celui-ci est tenu de payer au département de la Défense nationale une indemnité forfaitaire dont le montant est égal à celui fixé au § 2, 2°.

Art. 11. § 1^{er}. Le militaire qui satisfait aux conditions fixées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, mais qui n'introduit pas de demande d'obtention d'une mise en disponibilité, ne peut bénéficier des dérogations particulières fixées à l'article 19 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées.

Toute autorisation antérieurement accordée d'exercer une activité professionnelle, dont bénéficiait le militaire visé à l'alinéa 1^{er}, est automatiquement retirée au 1^{er} janvier 1998.

§ 2. L'exercice d'une activité professionnelle par le militaire visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, constitue un fait grave incompatible avec son état de militaire visé à l'article 23 de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, à l'article 25 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, et à l'article 18bis de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

CHAPITRE II. — De la mise en disponibilité obligatoire

Art. 12. § 1^{er}. Le Roi peut introduire le régime de mise en disponibilité obligatoire pour les officiers s'il constate au 1^{er} décembre 1997 que le nombre d'officiers au 1^{er} janvier 1999 ne descendra pas en dessous de 5 100 officiers, tenant compte des départs estimés. L'arrêté qui rend la mesure obligatoire précise les critères sur lesquels il se base pour déclarer que cette condition n'est pas remplie.

Cette mesure obligatoire peut être rendue applicable à partir du 1^{er} janvier 1998 à un groupe-cible qu'il détermine et qui peut être composé des officiers en service actif tel que défini à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du présent arrêté et appartenant aux catégories suivantes :

- 1° les lieutenants-généraux se trouvant à moins de 3 ans de la limite d'âge;
- 2° les généraux-majors et les officiers supérieurs se trouvant à moins de 5 ans de la limite d'âge et ne voulant ou ne pouvant plus participer à l'avancement,
- 3° les officiers subalternes se trouvant à moins d'un an de la limite d'âge et ne voulant ou ne pouvant plus participer à l'avancement.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 2, 2°, le colonel qui au moment de la mise en vigueur de l'arrêté visé au § 1^{er}, ne satisfait pas à la condition fixée à l'article 6bis de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, et dont la candidature aurait pu être examinée au moins une fois par un comité supérieur d'avancement, s'il avait possédé le brevet de connaissance approfondie de la deuxième langue nationale, est considéré comme ne participant plus à l'avancement.

Art. 13. § 1^{er}. La mise en disponibilité obligatoire prend cours au plus tard trois mois après la publication de l'arrêté visé à l'article 12, § 1^{er}, pour le militaire qui, à cette date, se trouve dans les conditions visées à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2. Un délai d'avertissement de trois mois est toujours respecté.

Pour le militaire qui ne se trouve pas encore dans les conditions visées à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, à la date visée à l'alinéa 1^{er}, la mise en disponibilité obligatoire prend cours à la date à laquelle il satisfait à ces conditions.

Le militaire visé à l'alinéa 1^{er} et 2 ne peut obtenir, à sa demande, le report de la date de mise en disponibilité.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la date de début de la mise en disponibilité, précédemment acceptée sur base volontaire, ne peut être remise en cause par la mise en vigueur de la mesure obligatoire.

Art. 14. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sont d'application au militaire mis en disponibilité conformément à l'article 12.

De minister van Landsverdediging bepaalt de formulieren die dienen te worden gebruikt voor de verklaringen bedoeld in het eerste en tweede lid.

Bij gebrek aan de in het tweede lid bedoelde verklaring door de werkgever binnen de vastgestelde termijn, is deze ertoe gehouden aan het departement van Landsverdediging een forfaitaire vergoeding te betalen waarvan het bedrag gelijk is aan dat bepaald in § 2, 2°.

Art. 11. § 1. De militair die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 1, eerste lid, 2° en 3°, maar die geen verzoek indient tot het bekomen van een in beschikbaarheid stelling, kan niet genieten van de afzonderlijke afwijkingen bepaald in artikel 19 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht.

Iedere toelating tot het uitoefenen van een beroepsactiviteit, die de militair bedoeld in het eerste lid vroeger genoot, wordt automatisch ingetrokken op 1 januari 1998.

§ 2. Het uitoefenen van een beroepsactiviteit door de militair bedoeld in § 1, eerste lid, is een ernstig feit dat onvereenigbaar is met zijn staat van militair zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, in artikel 25 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, en in artikel 18bis van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

HOOFDSTUK II. — De verplichte indisponibiliteitstelling

Art. 12. § 1. Voor de officieren kan de Koning het verplicht stelsel van in beschikbaarheid stelling invoeren wanneer Hij op 1 december 1997 vaststelt dat op 1 januari 1999 het aantal officieren niet zal dalen onder het aantal van 5 100 officieren, rekening houdend met de geraamde vertrekken. Het besluit dat de maatregel verplichtend stelt vermeldt de criteria waarop Hij zich steunt om te verklaren dat aan die voorwaarde niet voldaan is.

Deze verplichte maatregel kan vanaf 1 januari 1998 toepasselijk worden op een doelgroep die Hij bepaalt en die kan samengesteld worden uit de officieren in werkelijke dienst zoals bepaald in artikel 1, eerste lid, 2°, van dit besluit en behorend tot de volgende categorieën :

- 1° de luitenant-generaals die minder dan 3 jaar van de leeftijdsgrens verwijderd zijn;
- 2° de generaal-majors en de hoofdofficieren die minder dan 5 jaar van de leeftijdsgrens verwijderd zijn en niet meer willen of kunnen deelnemen aan de bevordering,
- 3° de lagere officieren die minder dan 1 jaar van de leeftijdsgrens verwijderd zijn en niet meer willen of kunnen deelnemen aan de bevordering.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, tweede lid, 2°, wordt de kolonel die op het ogenblik van de inwerkingtreding van het besluit bedoeld in § 1 niet voldoet aan de voorwaarde bepaald in artikel 6bis van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, en wiens kandidatuur minstens eenmaal had kunnen onderzocht worden door een hoog bevoororderingscomité mocht hij in het bezit geweest zijn van het brevet van de grondige kennis van de tweede landstaal, beschouwd als niet meer deelnemend aan de bevordering.

Art. 13. § 1. De verplichte in beschikbaarheid stelling vangt ten laatste aan 3 maanden na de publicatie van het besluit bedoeld in artikel 12, § 1, voor de militair die, op die datum, voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 12, § 1, 2e lid. Er wordt steeds een verwittigingstermijn van drie maanden geëerbiedigd.

Voor de militair die op de datum bedoeld in het eerste lid nog niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 12 § 1, 2e lid, vangt de verplichte in beschikbaarheid stelling aan op de datum waarop hij voldoet aan deze voorwaarden.

De militair bedoeld in het eerste en 2° lid kan geen uitstel op aanvraag bekomen van de datum van in beschikbaarheid stelling.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de aanvangsdatum van de in beschikbaarheid stelling die eerder al aanvaard werd op basis van een vrijwillige aanvraag, niet meer in vraag gesteld worden door de inwerkingtreding van de verplichte maatregel.

Art. 14. De artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van dit besluit zijn van toepassing op de militair die in beschikbaarheid gesteld wordt overeenkomstig artikel 12.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 15. La mise en disponibilité peut être accordée du 1^{er} octobre 1997 au 1^{er} janvier 2000 inclus et, pour les militaires appartenant au cadre des spécialistes militaires, jusqu'au 1^{er} octobre 2000 inclus.

Art. 16. Le Roi peut moyennant un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, prolonger les périodes visées à l'article 15 par catégorie de bénéficiaires en fonction de l'évolution des départs.

Le Roi peut moyennant un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, raccourcir les périodes visées à l'article 15 pour les officiers, lorsque l'enveloppe du personnel se stabilise à 5 000 officiers en service actif et pour les sous-officiers, lorsque l'enveloppe du personnel se stabilise à 15 000 sous-officiers en service actif, en fonction de l'évolution des départs et des recrutements.

Art. 17. Dans le texte français des articles 2, 3, 4, 5, 6, 55, 70, 71, 72, 73 et 77 des lois coordonnées sur les pensions militaires, les mots "service effectif" sont remplacés par les mots "service actif".

Art. 18. Le Roi détermine les modalités d'exécution du présent arrêté.

Art. 19. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 24 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 15. De in beschikbaarheid stelling mag toegestaan worden van 1 oktober 1997 tot en met 1 januari 2000, en voor de militairen die behoren tot het kader der militaire specialisten, tot en met 1 oktober 2000.

Art. 16. De Koning kan mits een bij de Ministerraad overlegd koninklijk besluit de termijnen bedoeld in artikel 15 per categorie van begunstigen, verlengen in functie van de evolutie van de vertrekken.

De Koning kan mits een bij de Ministerraad overlegd koninklijk besluit de perioden bedoeld in artikel 15 inkorten voor de officieren, wanneer de personeelsomvang zich stabiliseert op 5 000 officieren in werkelijke dienst en voor de onderofficieren, wanneer de personeelsomvang zich stabiliseert op 15 000 onderofficieren in werkelijke dienst, afhankelijk van de evolutie van de vertrekken en de aanwervingen.

Art. 17. In de Franse tekst van de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 55, 70, 71, 72, 73 en 77 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, worden de woorden "service effectif" vervangen door de woorden "service actif".

Art. 18. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit besluit.

Art. 19. De Koning bepaalt de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 20. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 24 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

F. 97 — 1684

[S - C - 97/7146]

24 JUILLET 1997. — Arrêté royal instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal, pris sur la base de l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté, instaure trois mesures, dont deux à caractère temporaire visant à diminuer les surnombres en personnel, et la troisième à caractère permanent. En fonction de l'expérience et de l'étude de l'impact réel de la mesure temporaire relative au régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours, celle-ci deviendra par la suite une mesure à caractère permanent. Pour cela cependant, une nouvelle initiative législative devra être prise.

L'article 3, § 1^{er}, 1^o, précité autorise en effet le Roi à prendre des mesures pour fixer, adapter ou diminuer le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et autres dépenses qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à la charge de l'Etat. L'analyse développée ci-après montrera que le projet d'arrêté concourt à la réalisation de ces objectifs, tout en respectant les principes avancés à l'article 2, § 3, de la loi précitée du 26 juillet 1996. L'impact budgétaire des mesures envisagées est indéniablement positif. Les économies s'élèvent en effet à 20 % des traitements (moins un complément de traitement) dans le cas du régime volontaire de travail

N. 97 — 1684

[S - C - 97/7146]

24 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking, met toepassing van artikel 3, § 1, 1^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit, genomen op basis van artikel 3, § 1, 1^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese economische en monetaire unie, dat wij de eer hebben aan de goedkeuring van Uwe Majesteit voor te leggen, voert drie maatregelen in, waarvan twee van tijdelijke aard zijn en die beogen de overtallen aan personeel te verminderen, en de derde van blijvende aard is. In functie van de ervaring en van de studie van de werkelijke weerslag van de maatregel inzake de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek, zal deze vervolgens een maatregel van blijvende aard worden. Daarvoor zal echter een nieuw wetgevend initiatief moeten genomen worden.

Voormeld artikel 3, § 1, 1^o, machtigt inderdaad de Koning om maatregelen te nemen om het bedrag, de voorwaarden en de wijze van toekennen van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven, die geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn vast te stellen, aan te passen of te verlagen. De hierna ontwikkelde analyse zal aantonen dat het ontwerp van besluit bijdraagt tot de verwezenlijking van deze doeleinden, met naleving van de principes gehuldigd door artikel 2, § 3, van voornoemde wet van 26 juli 1996. De beoogde maatregelen hebben een ontegensprekelijk gunstige budgettaire weerslag. Op de wedden wordt inderdaad 20 %